

Cote du document: EB/2018/125/INF.6
Date: 21 décembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Discours de clôture du Président du FIDA, Gilbert F. Houngbo

Conseil d'administration — Cent vingt-cinquième session
Rome, 12-14 décembre 2018

Pour: **Information**

Discours de clôture du Président du FIDA, Gilbert F. Houngbo

Après trois jours de travaux, nous arrivons au terme de la cent vingt-cinquième session du Conseil d'administration. Permettez-moi de dire quelques mots à propos de nos délibérations et de ce que nous avons été en mesure de réaliser ensemble. Le compte rendu officiel et le procès-verbal de la session vous seront communiqués en temps opportun.

Je remercie les membres du Conseil pour leur participation active à l'action des organes subsidiaires et des groupes de travail du Conseil, ainsi que **George Lantu** et **Alberto Cogliati**, pour leur direction du Comité de l'évaluation et du Comité d'audit. Je remercie également l'**Ambassadeur Yaya Olaniran** et l'**Ambassadrice Maria Boldorini** pour leur infatigable action à la direction des Groupes de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et sur le cadre de transition.

Questions d'ordre institutionnel

Le document **Informations actualisées sur les activités relatives à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx)**, menées depuis la précédente session du Conseil a mis en lumière les progrès accomplis dans trois domaines clés:

i) la décentralisation, ii) les révisions de la délégation des pouvoirs, iii) la rationalisation des domaines non opérationnels; l'objectif étant une parfaite adaptation de l'organisation à sa mission. Les premiers "enseignements tirés" lors des missions menées auprès des bureaux hors siège ont donné à la direction une indication des conditions d'installation des membres du personnel qui viennent d'y être affectés. Ces enseignements nous aideront à obtenir de meilleurs résultats.

S'agissant des informations actualisées sur la **contribution du FIDA à la réforme du système des Nations Unies pour le développement**, nous avons examiné d'importantes questions en rapport avec les incidences budgétaires du prélèvement de 1% et sur l'intention de verser d'ici la fin du mois de mars la contribution du FIDA, s'élevant à 1,4 million d'USD. Nous avons également examiné les perspectives d'une plus grande participation au niveau des pays pour garantir l'alignement de nos programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) sur les priorités des gouvernements et sur les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Nous sommes convenus que les prochaines actualisations seraient présentées sous la forme d'un tableau des mesures clés attendues et de leur état d'avancement.

Durant notre **examen du cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)**, et bien qu'unanimes sur le fait que le mécanisme actuel du CSD n'est pas durable et qu'il doit par conséquent être révisé, vous avez préconisé un processus de consultation avec les capitales en vue de parvenir à une décision finale. Nous avons donc décidé que, comme première étape, nous utiliserions la réunion que tiendra le Comité d'audit le 15 avril pour élaborer un consensus sur une marche à suivre possible avant la cent vingt-sixième session du Conseil d'administration, à laquelle nous soumettrons une proposition pour décision. Nous sommes également convenus qu'en application de cette décision, chaque Liste présenterait sa propre proposition au Comité d'audit d'ici la mi-mars.

À propos du **Budget 2019**, nous avons fait fond de nos précédents débats et de vos orientations, données lors de la session de septembre, pour établir la proposition finale. Cette proposition reflète une croissance réelle nulle et un ratio d'efficacité de 9% du programme de prêts et dons au budget administratif, le plus bas jamais atteint par le FIDA.

Le Conseil d'administration a approuvé la présentation, à la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs, du programme de travail pour 2019, d'un montant de 1 265 millions de DTS (1 759 millions d'USD), englobant un programme de prêts de 1 223 millions de DTS (1 701 millions d'USD) et un programme brut de dons de 58 millions d'USD.

Nous avons également approuvé les allocations au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), dont le calcul a utilisé la formule du système d'allocation fondé sur la performance, et convenu que, pour les pays remplissant les critères d'admissibilité au CSD, la décision relative aux modalités de financement serait prise en même temps que celle concernant la question générale du CSD.

Le Conseil d'administration a approuvé le **cadre de transition du FIDA**, ainsi que le processus proposé faisant suite à la phase II, tel qu'entériné par le Groupe de travail sur le cadre de transition, et prévoyant la poursuite de ses activités comme indiqué dans son mandat.

Le Conseil a approuvé la **politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations**.

Il a aussi approuvé la version révisée du document sur la **Stratégie et plan d'action en matière de cofinancement**.

Il a pris note des informations actualisées sur **l'approche du FIDA concernant la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles**, et a félicité le FIDA de promouvoir la tolérance zéro à cet égard.

Au terme d'un débat riche d'enseignements, le Conseil a approuvé le **Plan d'action en faveur des jeunes ruraux pour 2019-2021**, compte tenu des précieuses contributions des membres. Plusieurs aspects de l'action revêtent une importance particulière: mobiliser les synergies dans les initiatives prises par des groupes déterminés de jeunes; agir en complémentarité avec le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole et, enfin, poursuivre la réflexion sur la proposition de création d'un Conseil pour la jeunesse. La direction a démontré son engagement en faveur de l'intégration de la jeunesse en annonçant qu'elle s'employait à inviter des jeunes actifs dans le secteur de l'entrepreneuriat agricole à participer au Conseil des gouverneurs.

Nous avons examiné **la stratégie et le plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025**, en gardant présente à l'esprit son importance pour nos projets et programmes. Le Conseil a approuvé la stratégie, exception faite du cadre de résultats, en prenant en compte les observations formulées et en révisant le texte tel qu'il figurait dans le document de séance présenté. Le cadre de résultats sera présenté à la cent vingt-sixième session du Conseil.

Afin de faciliter l'engagement du FIDA auprès du secteur privé pour renforcer l'appui aux petits exploitants agricoles, nous avons approuvé les **modifications des textes juridiques fondamentaux du FIDA qui avaient été proposées**, en vue de la transmission ultérieure d'une résolution pour adoption par le Conseil des gouverneurs à sa quarante-deuxième session, en février 2019, étant entendu que la résolution ne prendra effet qu'après l'approbation par le Conseil d'administration de la stratégie correspondante. Le Conseil a demandé à la direction de présenter un résumé de haut niveau suivi d'un séminaire informel qui se tiendra au plus tard à la fin du mois de janvier 2019 dans le cadre de la préparation du Conseil des gouverneurs.

Questions relatives à la gouvernance

Le Conseil a approuvé les mesures visant au **renforcement du rôle de gouvernance des organes subsidiaires du Conseil d'administration** et le **tableau des questions et des mesures visant à renforcer la gouvernance du FIDA**, et a recommandé que la direction, en collaboration avec les présidents des Comités d'audit et de l'évaluation, prépare des propositions relatives aux fonctions des comités, en vue de leur examen lors des journées de réflexion et de leur présentation ultérieure au Conseil d'administration pour approbation.

Le Conseil a examiné la **proposition d'un système de vote automatisé au FIDA** pour accélérer le décompte des bulletins lors du processus de nomination du Président, comme demandé lors de la quarante et unième session du Conseil des gouverneurs, et il recommandera au Conseil des gouverneurs de poursuivre, à sa quarante-deuxième session, le processus de recensement des systèmes potentiels, d'appel à propositions et d'évaluation, ainsi que l'examen des possibilités de location, lorsque cela sera possible.

Le Conseil a également approuvé les **dates proposées pour sa cent vingt-sixième session et ses cinquantièmes journées de réflexion**, et pour ses **sessions qui se tiendront en 2020**.

Questions d'ordre financier

Le Conseil a examiné le document **Examen externe indépendant de la gestion des risques financiers au FIDA et évaluation au niveau de l'institution de l'architecture financière du FIDA: analyse de la direction et plan d'action**, dans le cadre des informations actualisées sur la transformation de l'architecture financière du FIDA.

Il a aussi examiné et approuvé une **mise à jour des conditions de financement** et le projet de résolution du Conseil des gouverneurs qui l'accompagne, en vue de sa transmission à la quarante-deuxième session.

Il a aussi approuvé la **Politique relative aux emprunts non concessionnels** et le projet de résolution du Conseil des Gouverneurs qui l'accompagne, en vue de sa transmission à la quarante-deuxième session.

En outre, il a approuvé **l'Exposé de la Politique de placement du FIDA**, confirmé le **Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance pour 2019**, et pris note du **Rapport sur l'état des contributions à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11)**, ainsi que de la présentation orale des **Informations actualisées sur l'application de la section consacrée à la dépréciation dans la Norme internationale d'information financière**.

Enfin, le Conseil a approuvé le document **Ressources disponibles pour engagement** et la demande d'utilisation du pouvoir d'engagement pour l'année 2019, suivant le principe du flux de trésorerie durable, afin de couvrir les engagements relatifs au programme de prêts et dons pour 2019.

Évaluation

Le Conseil d'administration prend note des rapports du président du Comité de l'évaluation. Le débat a également souligné qu'il était important que la fonction d'évaluation soit indépendante et qu'il fallait un système de suivi et d'alerte rapide en temps réel dans l'exécution des projets.

Questions d'ordre opérationnel

Le Conseil a débattu de la **formule du SAFP** et examiné le processus d'examen et ses principales caractéristiques pour FIDA11. Il s'est également penché sur les étapes suivantes et sur le calendrier provisoire de la révision de la formule, prévue pour le cycle de FIDA12.

Il a examiné les **Directives et procédures révisées applicables aux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats**, en prenant en compte les paramètres essentiels, y compris leur conformité au PNUAD. La direction a pris note des observations des membres et en tiendra compte dans la mise en œuvre des directives et procédures.

Le Conseil a aussi examiné les **COSOP pour l'Angola, le Cabo Verde, l'Égypte, la Géorgie et le Pérou, ainsi que des évaluations correspondantes de la stratégie et du programme de pays (ESPP)**, conformément à la proposition visant à soumettre les ESPP à l'examen du Conseil parallèlement aux COSOP connexes, lorsqu'elles sont disponibles.

Le Conseil a pris connaissance des informations actualisées concernant les propositions présentées au titre de la **procédure de défaut d'opposition** depuis sa précédente session, et a approuvé des programmes pour l'Indonésie, le Kenya et le Nigéria, et un projet pour le Burundi. La direction a été invitée à prendre note des précieuses observations formulées au cours du débat et à répondre aux questions soulevées par les membres.

Le Conseil a approuvé la **Politique du FIDA relative à la restructuration des projets**, dont le but est d'améliorer l'utilisation des ressources et l'efficacité opérationnelle durant l'exécution des projets.

Dans le contexte de la nécessité d'un démarrage plus rapide de l'exécution des projets, le Conseil a approuvé une proposition d'établissement des deux instruments proposés pour un **démarrage plus rapide de l'exécution des projets**.

Il a approuvé les **modifications aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole**, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par l'Accord portant création du FIDA et a délégué au Président le pouvoir d'approuver d'éventuels écarts par rapport aux Conditions générales pour des projets particuliers.

Le débat sur **l'assistance technique remboursable** dans les opérations du FIDA a fourni à la direction un très important retour d'information. La direction s'est par conséquent engagée à affiner cet instrument pour s'assurer qu'il puisse être utilisé durant la période de FIDA11, et à fournir au Conseil des informations actualisées.

Le Conseil a pris connaissance d'informations actualisées concernant la coopération Sud-Sud et triangulaire, ainsi que d'un document actualisé sur la collaboration, en 2018, entre les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, préparé conjointement par les trois institutions.

Il a autorisé le Président à négocier et à conclure, avec la **Fondation Rockefeller**, un accord de fonds supplémentaires, conformément aux modalités énoncées dans le document soumis.

En ce qui concerne nos efforts de mobilisation, j'exprime ma gratitude au Gouvernement finlandais, pour le prêt qu'il a consenti au FIDA à des conditions favorables et pour sa contribution de base supplémentaire à FIDA11.

Pour conclure, Mesdames et Messieurs, je vous remercie pour votre patience – et votre endurance – pendant ces trois longues journées. Cela m'amène au point que j'avais mentionné au début de la session et auquel les membres ont fait référence à plusieurs reprises, à savoir que nous devons travailler ensemble pour rationaliser notre ordre du jour et examiner les options permettant de nous concentrer sur des questions

stratégiques, avec notamment une éventuelle quatrième session du Conseil d'administration et des comités supplémentaires. Je pense que vos propositions initiales sur ces points mériteront d'être examinées dans le cadre des discussions sur la gouvernance que nous aurons lors des journées de réflexion du Conseil d'administration qui se tiendront en mai 2019, avec pour objectif de formuler des propositions à la session suivante du Conseil.

À l'approche des fêtes de fin d'année, je saisis cette occasion pour vous présenter tous mes vœux, et vous remercier une fois encore pour votre constant soutien.

Je déclare close la cent vingt-cinquième session du Conseil d'administration.